
Le Web municipal francophone au Canada : un développement axé sur le citoyen/client ou la collectivité?

Bernard Sévigny¹, John Ingham¹, Mélanie Lagacé¹, Luc Lagrandeur²,
Sylvie De Serres³, Michelle Murray⁴ et Daniel Bourgeois⁴

¹Université de Sherbrooke, ²Université Laurentienne, ³Collège universitaire
de St-Boniface et ⁴Université de Moncton

Introduction

Les grilles d'analyse visant à mesurer le degré de développement des portails publics locaux ou des portails municipaux sont généralement élaborées de manière à caractériser le niveau de développement technologique des applications Web. De façon générale, les stades de développement d'un portail municipal sont illustrés selon une gradation de type informationnel, relationnel et transactionnel qui est considéré comme étant le niveau le plus achevé de l'utilité du Web.

Le présent article propose une lecture originale pour caractériser le niveau de développement des portails municipaux en fonction de nouveaux indices de développement. Ces indices apportent une distinction entre l'utilité des fonctionnalités pour l'individu utilisateur et l'utilité des fonctionnalités pour la collectivité. Dans le premier cas, le développement sert le citoyen/client (perspective instrumentale) alors que le second cas sert la collectivité (perspective développementale). La recherche visait, d'une part, à déterminer dans quel

paradigme (instrumental ou développemental) s'inscrit le développement des sites Web municipaux dans les municipalités canadiennes membres des associations provinciales francophones et, d'autre part, à déterminer si le niveau de développement du Web municipal en milieu francophone est comparable au niveau de développement du Web municipal en milieu anglophone en fonction des mêmes paradigmes.

L'article comporte cinq parties. La première est consacrée à la méthodologie utilisée pour sélectionner l'échantillon, collecter les données et interpréter les résultats. Nous exposons dans les deuxième et troisième parties le cadre de référence théorique sur lequel nous nous sommes appuyés ainsi que les fondements sur lesquels a été bâtie la grille d'analyse des sites Web. Nous soulevons dans la quatrième partie quelques constats et nous proposons dans la dernière partie une analyse des résultats.

1. Méthodologie

L'analyse des portails a porté sur un échantillon de 134 municipalités situées dans quatre provinces canadiennes. Cet échantillon est composé des 42 municipalités membres de l'Association française des municipalités de l'Ontario (AFMO), des 16 municipalités membres de l'Association des municipalités bilingues du

Manitoba (AMBM), des 46 municipalités regroupées sous l'Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick (AFMNB) ainsi que d'un échantillon de 30 municipalités de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) sélectionnées de façon aléatoire parmi les 924 villes membres.

Tableau 1 : Municipalités ayant un site Web avec des contenus en français

	n	Présence d'un site Web		Aucun site Web ou (contenu français)	
AFMO (Ontario)	42	21	(50 %)	21	(50 %)
AMBM (Manitoba)	16	9	(75 %)	7 (3)	(25 %)
FQM (Québec)	30	16	(53 %)	14	(47 %)
AFMNB (N.-B.)	46	31	(70 %)	15 (1)	(30 %)
Total	134	77	(57,5 %)	57	(42,5 %)

Une première lecture des sites Web de l'échantillon, réalisée en janvier 2008, a révélé que 77 (57,5 %) des 134 municipalités possédaient un site Web affichant des contenus en français alors que 57 (42,5 %) n'en avaient pas ou étaient exclusivement en langue anglaise.

Une première lecture des sites Web de l'échantillon, réalisée en janvier 2008, a révélé que 77 (57,5 %) des 134 municipalités possédaient un site Web affichant des contenus en français alors que 57 (42,5 %) n'en avaient pas ou étaient exclusivement en langue anglaise. Le Québec et l'Ontario comptaient un peu plus de la moitié des municipalités sur le Web francophone alors que pour le Manitoba et le Nouveau-Brunswick, c'était près de trois municipalités sur quatre. Par ailleurs, trois sites Web de municipalités de l'Association des municipalités bilingues du Manitoba (AMBM) n'avaient pas de contenu en français (quatre autres municipalités n'avaient tout simplement pas de portail) alors qu'une municipalité membre de l'Association

francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick (AFMNB) n'offrait des contenus qu'en anglais (quatorze n'avaient pas de portail).

Dans un deuxième temps, afin de comparer le Web municipal des municipalités francophones avec le Web municipal de municipalités anglophones, une lecture à l'aide de la même grille d'analyse a été faite sur le portail de 32 municipalités ontariennes non membres de l'AFMO, de 42 municipalités néo-brunswickoises non membres de l'AFMNB et de 8 municipalités manitobaines non membres de l'AMBM. Au Québec, aucune municipalité n'offre un site Web exclusivement en anglais. Il importe de préciser que même si les portails ont été analysés à partir de la même grille, l'analyse a été faite par des chercheurs différents dans chacune des quatre provinces.

Le Québec et l'Ontario comptaient un peu plus de la moitié des municipalités sur le Web francophone alors que pour le Manitoba et le Nouveau-Brunswick, c'était près de trois municipalités sur quatre.

2. Cadre de référence : le développement local

Le cadre théorique sur lequel s'appuie la recherche est tiré du concept de développement local. Plusieurs définitions du développement local sont proposées dans la littérature. Selon Prévost¹, « le développement

local est un processus émergent et endogène d'accroissement durable du bien-être d'une communauté ». Cette définition, que nous retiendrons, rejoint les finalités identifiées par Vachon² à savoir, l'amélioration du cadre de

vie (environnement naturel et bâti), l'amélioration du milieu de vie (environnement social et culturel) et l'amélioration du niveau de vie (environnement économique). Le développement local repose sur une quantité de facteurs et de valeurs que l'on qualifie de « déterminants du développement collectif » qui en sont les bases fondamentales. Certains auteurs^{1, 3, 4} s'accordent pour dire que la confiance, la solidarité, la coopération, le réseautage, la démocratie, la communication, le sentiment d'appartenance et l'identité collective sont parmi les « essentiels » à la base du développement collectif. C'est dans ce contexte que nous nous demandons si le portail peut soutenir ou venir en appui aux déterminants du développement.

C'est pourquoi la grille d'analyse de portails municipaux que nous proposons met l'accent sur les dimensions que sous-tend le dévelop-

3. La grille d'analyse

La plupart des outils d'analyse des portails municipaux proposent une appréciation des sites fondée sur trois concepts : informationnel, relationnel et transactionnel. Ces trois représentations de la réalité des sites sont communément nommées « stades de développement ». Par exemple, un site Web municipal qui donne un accès aux procès-verbaux des séances du conseil municipal ou encore à l'horaire des transports collectifs aura des fonctionnalités informationnelles, un site qui propose un forum de discussions sur un sujet d'intérêt public aura une fonctionnalité relationnelle alors qu'un portail permettant de faire des paiements en ligne aura une fonctionnalité transactionnelle.

Bien qu'elle y fasse référence, la grille d'analyse que nous proposons ne met pas l'accent sur ces trois notions. Elle les relègue au second plan, car dans notre approche, elles sont plutôt acces-

sement des communautés : l'accès à de l'information pertinente, la fluidité des canaux de communication, l'accès aux membres du gouvernement local, la participation citoyenne, le réseautage, la diffusion judicieuse de l'information stratégique économique, la diffusion de l'offre touristique, le rôle des organismes du milieu, la vitalité culturelle, l'immigration, etc. L'enquête vise à déterminer si, effectivement, le portail peut être un outil de développement de la collectivité et dans quelles dimensions il renforce ce développement.

La confiance, la solidarité, la coopération, le réseautage, la démocratie, la communication, le sentiment d'appartenance et l'identité collective sont parmi les « essentiels » à la base du développement collectif.

soires. Nous n'établissons donc pas de lien entre la présence de fonctionnalités transactionnelles et/ou relationnelles et la capacité du site Web à soutenir le développement d'une municipalité puisque nous considérons que le raffinement technologique ne permet pas, à lui seul, de le faire.

La grille d'analyse comporte trois parties, chacune d'elles évoque un certain nombre de fonctionnalités. Ainsi, la section dédiée aux fonctionnalités générales du site Web comporte 11 éléments par exemple, la présence ou non d'un moteur de recherche ou encore d'une politique de confidentialité. La seconde partie porte sur le caractère instrumental du site Web, c'est-à-dire sur les fonctionnalités qui se rapportent essentiellement aux services qui servent l'individu comme le « citoyen-client ». Elle contient 39 éléments. La troisième partie vise à apprécier le caractère

développemental du portail, c'est-à-dire qu'elle renvoie davantage au rôle du citoyen dans sa communauté, elle touche 50 éléments.

La vision développementale du portail met en exergue le résident-citoyen, c'est-à-dire le résident qui s'implique dans le développement de sa municipalité tant au niveau économique que politique.

Ainsi, les résultats sont présentés à l'aide d'un indice de développement sur 100 selon l'absence ou la présence des fonctionnalités sur le site municipal. Nous les présentons aussi en trois sous-indices mettant en lumière les caractères instrumental et développemental des sites. L'hypothèse sous-jacente à cette

catégorisation est de déterminer dans quelle mesure la municipalité se préoccupe, dans le développement de son portail, des dimensions qui influencent le développement de sa communauté.

Si la vision instrumentale se tourne davantage vers les services offerts par une municipalité afin de « mieux servir » ses citoyens perçus comme clients de l'administration publique, la vision développementale du portail met en exergue le résident-citoyen, c'est-à-dire le résident qui s'implique dans le développement de sa municipalité tant au niveau économique que politique. Dans la grille d'analyse, ce volet comporte dix dimensions. Le tableau 2 présente les dimensions qui sont liées à chacune des visions du site Web.

Tableau 2 : Les dimensions de la grille d'analyse

Volet 1 : Vision instrumentale	Volet 2 : Vision développementale
Générales	Informations
Informationnelle municipale	Communication
Protection publique	Le conseil municipal
Urbanisme	Participation citoyenne (cyberdémocratie)
Transport	Réseautage/concertation
Culture et loisirs	Économie et développement local
Environnement	Tourisme
Inscription en ligne	Organismes communautaires et institutions publiques
Paiement en ligne	Culture
Information autre que municipale	Migration et immigration

Par ailleurs, le tableau 3 illustre la dichotomie entre l'approche traditionnelle fondée sur les fonctions informationnelles, relationnelles et transactionnelles et les visions instrumentale et développementale que propose notre grille. Par exemple, une fonctionnalité informationnelle (de l'information portant sur la promotion d'événements culturels par exemple) peut très bien avoir une portée développementale alors qu'une fonctionnalité transactionnelle, qui est le

niveau le plus achevé dans les modèles traditionnels, (un module pour le paiement d'une contravention par exemple) peut servir le citoyen comme « client » sans offrir un potentiel développemental à la collectivité. Les fonctionnalités dites informationnelles, relationnelles et transactionnelles peuvent donc être soit instrumentales ou développementales, selon la finalité qu'elles sous-tendent.

Tableau 3 : Exemples croisés des fonctionnalités

Fonctionnalités	Vision instrumentale	Vision développementale
Informationnelles	Heures de collecte des ordures	Promotion des événements culturels
Relationnelles	Liste des courriels des employés municipaux	Partie du portail dédiée à la consultation publique en ligne
Transactionnelles	Paiement d'une contravention ou permis pour animal domestique	Formulaire d'achat d'un permis de construction

4. Résultats de l'analyse des portails municipaux

La mise en commun des données des quatre provinces (tableau 4) indique qu'en moyenne, les 77 municipalités membres des associations montrent 4,18 fonctionnalités générales sur 11 (38 %), 10,51 fonctionnalités instrumentales sur 39 (27 %) et 13,48 fonctionnalités développementales sur 50 (27 %). Donc, les portails montrent, en moyenne, la même proportion des fonctionnalités instrumentales et développementales. L'analyse des portails indique également que les sites Web des

municipalités ontariennes membres de l'AFMO comportent en moyenne 13,64 fonctionnalités de plus que la moyenne des 77 municipalités de l'échantillon. Le nombre de fonctionnalités que l'on retrouve sur les sites Web des municipalités de la FQM est comparable (-0,73) à la moyenne globale alors que les portails des municipalités des échantillons du Nouveau-Brunswick (-6,46) et du Manitoba (-8,28) en ont moins.

Tableau 4 : Résultats de la grille d'analyse

Provinces	Nb de mun.	Générales	Instru.	Dévelop.	Totaux
Ontario	21	6,24	16,10	19,48	41,81
Québec	16	2,94	10,56	13,94	27,44
N.-Brunswick	31	3,55	7,74	10,42	21,71
Manitoba	9	3,78	6,89	9,22	19,89
	77	4,18	10,51	13,48	28,17
Écart Ontario		2,06	5,59	6,00	13,64
Écart Québec		-1,24	0,05	0,46	-0,73
Écart N. – B.		-0,63	-2,77	-3,06	-6,46
Écart Manitoba		-0,40	-3,62	-4,26	-8,28

Sous l'angle des indicateurs traditionnels, ce sont les fonctionnalités davantage de types informationnels qui sont présentes dans l'ensemble des portails étudiés, et ce, autant dans la perspective instrumentale que développementale. Les applications relationnelles et transactionnelles ne sont pas ou très peu développées dans les portails municipaux

étudiés. Évidemment, la mise en ligne d'information représente l'activité la moins coûteuse et la plus accessible aux petites et moyennes municipalités. Elle ne nécessite pas d'avoir une connaissance développée des technologies ainsi qu'un accès à une technologie de pointe.

La mise en ligne d'information représente l'activité la moins coûteuse et la plus accessible aux petites et moyennes municipalités. Elle ne nécessite pas d'avoir une connaissance développée des technologies ainsi qu'un accès à une technologie de pointe.

Au Québec, le site municipal le plus développé compte 4 159 habitants et présente un résultat de 43 %. On constate qu'au Québec, il n'y a pas de lien entre les résultats et le nombre d'habitants. Ainsi, de très petites communautés ayant moins de 1 000 résidents ont des pointages supérieurs à de plus populeuses collectivités.

Au Manitoba, les petites municipalités du secteur rural offrent le même niveau d'information et de service Web en français qu'en anglais. Par ailleurs, l'échantillon des municipalités membres de l'association est très petit et ne nous permet pas de tirer des conclusions définitives. Nous pouvons néanmoins observer une certaine tendance. Deux d'entre elles semblent favoriser davantage la perspective instrumentale que développementale donc, leur site Web a davantage été développé dans une perspective de service au client que dans celle d'un outil de développement de la communauté. À l'inverse, deux autres municipalités plus petites offrent une vision développementale beaucoup plus importante que la vision instrumentale donc, des portails tournés davantage vers la collectivité. Les autres sites présentent également une tendance vers la vision développementale, mais de manière beaucoup moins marquée. Il semble que les élus et gestionnaires des municipalités de taille plus petite soient davantage préoccupés par la vision de développement de leur municipalité et se servent du Web comme outil de développement.

Au Nouveau-Brunswick, le site des municipalités membres de l'AFMNB par rapport à

l'ensemble de l'échantillon des municipalités canadiennes montre également des écarts significatifs. D'abord, les sites Web sont moins généreux dans l'offre instrumentale. Les fonctionnalités les plus fréquemment présentes sont celles liées à l'information municipale (règlements municipaux, procédures de plainte ou de réclamation), la protection publique ainsi que la culture et les loisirs. En revanche, on constate qu'au niveau de l'urbanisme, le transport, l'environnement, l'inscription et le paiement en ligne, la présence de ces fonctionnalités est plutôt pauvre.

Les sites Web des municipalités membres offrent une information plutôt riche sur les parcs industriels, les entreprises et les secteurs économiques dans la communauté.

Sur le plan développemental, à quelques exceptions près, les sites Web des municipalités membres n'ont pas de fonctionnalités liées à la participation citoyenne ou la concertation/réseau (consultation publique ou un forum et débat simultané ou en différé). Par contre, sur le plan du développement économique, les sites Web des municipalités membres offrent une information plutôt riche sur les parcs industriels, les entreprises et les secteurs économiques dans la communauté. En matière de tourisme, plus des trois quarts des sites Web des municipalités ont de l'information pertinente (attraits, bottins de restaurants et d'hébergement, forfaits et transport). Cependant, rares sont les sites Web qui offrent des réservations en ligne. L'autre dimension qui est particulièrement bien développée sur les sites Web des membres est la dimension des organismes communautaires et des institutions publiques. Enfin, pour les dimensions de l'information, de la communication et du conseil municipal, les fonctionnalités sont plus ou moins présentes sur les sites Web.

En Ontario, sur les 42 municipalités membres de l'association, 39 (92,9 %) ont un site Web municipal et, de ce nombre, seulement 21 (53,8 %) offrent des services en français sur le Web. Sur le plan géographique, seules les municipalités des régions de l'Est et du Nord-Est offrent une version française sur le Web. Les municipalités membres de l'association

des régions du Nord-Ouest, du Centre et du Sud-Ouest n'offrent aucun contenu Web en français. Des 21 municipalités offrant une version française, deux ont des contenus exclusivement en français alors que les 19 autres ont aussi une version anglaise dont les contenus sont comparables dans une proportion de près de 98 %.

5. Discussion

Les raisons qui incitent ou non les municipalités à s'engager dans le développement d'un site Web sont nombreuses : la volonté politique et l'engagement du personnel, la connaissance du Web, les contraintes budgétaires, les effectifs insuffisants, l'accès à de l'expertise et l'accès à Internet haute vitesse⁵. Bon nombre de ces raisons sont liées à la taille de la municipalité qui est généralement illustrée par le nombre d'habitants, ce qui en fait un des facteurs déterminants. Les résultats compilés dans le tableau 5 permettent d'illustrer le lien entre la taille de la municipalité et le niveau de développement du portail selon la grille d'analyse utilisée. Les données confirment que plus la taille de la

Plus la taille de la municipalité est importante, plus le nombre de fonctionnalités sur le portail municipal est élevé.

municipalité est importante, plus le nombre de fonctionnalités sur le portail municipal est élevé. On constate que les six municipalités de l'échantillon qui comptent plus de 20 000 habitants (cinq d'entre elles sont en Ontario) ont un portail qui comporte, en moyenne, 54 % des fonctionnalités de la grille d'analyse alors que les municipalités de moins de mille habitants en montrent moins de 17 en moyenne.

Tableau 5 : Résultats selon la taille de la population

Habitants	Nb de mun.	Générales	Instru.	Dévelop.	Totaux
Plus de 20 000	6	8,17/11	21,83/39	24,00/50	54,00/100
5 000 – 20 000	15	5,27/11	15,27/39	16,67/50	37,20/100
1 000 – 5 000	38	3,84/11	9,76/39	12,58/50	26,18/100
Moins de 1 000	18	2,83/11	4,56/39	9,17/50	16,56/100
	77	4,18/11	10,51/39	13,48/50	28,17/100

Il importe de rappeler que la grille a été élaborée à partir des paramètres généraux sur les compétences et les pratiques Web des villes de toute taille alors qu'elle a été appliquée à des municipalités de petite taille puisque 56 des 77 des municipalités de l'échantillon

(73 %) comptent moins de 5 000 habitants. On constate également que malgré le faible nombre de fonctionnalités, les choix sont davantage tournés vers l'approche de type développemental que de type instrumental. D'autres facteurs semblent influencer le niveau

Effectivement, le cadre relationnel de proximité qui caractérise les petites communautés, où souvent l'information circule à travers des réseaux traditionnels inhibe la nécessité d'avoir un site Web très élaboré.

de développement des sites Web dans les plus petites municipalités par exemple la proximité. Effectivement, le cadre relationnel de proximité qui caractérise les petites communautés, où souvent l'information circule à travers des réseaux traditionnels inhibe la nécessité d'avoir un site Web très élaboré. Le fait que les plus petites municipalités aient davantage une approche développementale semble traduire une volonté de positionnement sur la Toile pour faire valoir les atouts locaux. On sait par ailleurs que les fonctionnalités relationnelles semblent moins pertinentes dans les petites communautés puisque « les liens de proximité entre les élus et les citoyens sont plutôt denses de sorte que

les gens ont l'habitude de croiser les élus au supermarché ou de les appeler lorsqu'ils veulent leur parler⁶. La notion de besoin semble donc influencer la pertinence pour les petites municipalités de se doter d'un site Web.

Par ailleurs, la comparaison entre la moyenne des sites Web des 77 municipalités membres des associations municipales francophones et la moyenne des sites Web de l'échantillon des 84 municipalités non membres de ces associations, mais qui ont une taille comparable, indique un niveau de développement comparable.

La comparaison, entre la moyenne des sites Web des 77 municipalités membres des associations municipales francophones et la moyenne des sites Web de l'échantillon des 84 municipalités non membres de ces associations, mais qui ont une taille comparable, indique un niveau de développement comparable.

Tableau 6 : Comparaison entre les sites Web des municipalités francophones et anglophones

Municipalités <u>membres</u> des associations municipales	Nb de mun.	Générales	Instru.	Dévelop.	Totaux
Ontario AFMO	21	6,24	16,10	19,48	41,81
Québec FQM	16	2,94	10,56	13,94	27,44
N.-Brunswick AFMNB	31	3,55	7,74	10,42	21,71
Manitoba AMBM	9	3,78	6,89	9,22	19,89
	77	4,18	10,51	13,48	28,17
Municipalités <u>non membres</u> avec contenus Web en anglais					
Ontario	34	4,40	12,30	16,10	32,74
Québec	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
N.-Brunswick	42	3,90	9,71	10,48	24,10
Manitoba	8	3,75	13,25	16,38	33,38
	84	4,09	11,10	13,32	28,50

Conclusion

La grille d'analyse proposée permet de se détacher du paradigme technologique et de faire une lecture pragmatique des sites Web municipaux en fonction de l'utilité des fonctionnalités plutôt que de leur degré de sophistication technologique. En ce sens, l'utilité du portail est mesurée en fonction de trois types de fonctionnalités. Les fonctionnalités générales qui facilitent la navigation de l'internaute, les fonctionnalités instrumentales dont la finalité est de faciliter au citoyen/client l'accès à l'information et aux services municipaux, et les fonctionnalités développementales dont la finalité est de soutenir le développement de la communauté. Par exemple, la mesure du caractère développemental du portail est faite en fonction de la présence ou non des fonctionnalités qui sont susceptibles de soutenir les déterminants du développement tels la participation et l'engagement des citoyens aux affaires de la cité, le réseautage des acteurs, l'accès à de l'information stratégique ou l'organisation sur la Toile de l'offre touristique.

La grille d'analyse proposée permet de se détacher du paradigme technologique et de faire une lecture pragmatique des sites Web municipaux en fonction de l'utilité des fonctionnalités plutôt que de leur degré de sophistication technologique.

Ainsi, l'utilisation de la grille dans l'analyse de 77 sites Web des municipalités membres des associations municipales francophones de quatre provinces canadiennes montre que les fonctionnalités instrumentales et développementales s'y déploient au même rythme. Par ailleurs, une comparaison des données avec celles tirées de l'analyse de 84 municipalités de taille comparable affichant des contenus exclusivement en anglais indique que le Web municipal francophone comporte en moyenne à peu

près le même nombre de fonctionnalités soit un peu plus de 28. Cette donnée cache cependant des disparités significatives entre les provinces.

Les résultats obtenus nous indiquent qu'effectivement, certaines municipalités privilégient la mise en ligne de fonctionnalités dites développementales sur leur site Web.

L'originalité de la grille d'analyse découle du fait qu'elle vise à déterminer si les sites Web municipaux offrent des outils permettant de soutenir des actions ou des activités qui favorisent le développement économique et social d'une collectivité. Les résultats obtenus nous indiquent qu'effectivement, certaines municipalités privilégient la mise en ligne de fonctionnalités dites développementales sur leur site Web. L'objectif de la recherche ne visait pas à savoir dans quelle mesure, ni comment les fonctionnalités dites développementales soutiennent effectivement le développement des communautés. La seule ambition qu'il est permis de prêter aux résultats est de catégoriser les fonctionnalités Web en fonction de leur utilité et de mesurer la présence de ces fonctionnalités sur les sites Web municipaux. Or, même si la relation entre la présence de fonctionnalités développementales et l'efficacité des processus liés au développement d'une communauté n'est pas établie scientifiquement, elle nous autorise néanmoins à proposer, au monde municipal, un cadre de références sur l'utilité des fonctionnalités Web ainsi que des pistes de développement quant à l'offre Internet municipale aux citoyens/clients et à la collectivité. ■

Bibliographie

- ¹ Prévost, P. (2001). *Le développement local : contexte et définition*. Sherbrooke : Université de Sherbrooke, IRECU. Cahiers de recherche : IREC 01-03 (p. 24).

-
- ² Vachon, B. (1993). *Le développement local. Théorie et pratique*, Gaëtan Morin éditeur, Québec, 331 pages (p. 214).
- ³ Pecqueur, B. (2000). *Le développement local*. 2^e édition, Éditions La Découverte (1^{re} éd. 1989).
- ⁴ Crevoisier, O. (1998). Mondialisation et territorialisation de l'économie : les approches homogénéisante et particularisante. In M.-U. Proulx (dir.), *Territoires et développement économique* (p. 23-47), Éditions L'Harmattan.
- ⁵ Sévigny, B., Lagacé, M., Jeanson, B. et Jean-Jules, J. (2008). *Le Web municipal et la Fédération québécoise des municipalités*. Rapport de recherche, Carrefour virtuel des municipalités francophones du Canada, Université de Sherbrooke.
- ⁶ Sévigny, B. (2006). *La collectivité apprenante : Une stratégie de développement local*. Thèse de doctorat en administration des affaires (D.B.A.) sous la direction de M. Paul Prévost, Université de Sherbrooke (p. 226).